28 01. 1974

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Culture française et de l'Aménagement du Territoire et du Logement, le 6 novembre 1973, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "déterminant la mission, la composition et le fonctionnement des conseils consultatifs provinciaux de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air ainsi que les conditions d'agréation des conseils consultatifs régionaux et locaux de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air en ce qui concerne les provinces wallonnes et la région francophone de la province de Brabant", a donné le 3 décembre 1973 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 6e november 1973 door de Minister van Franse Cultuur en van Ruimtelijke Ordening en Huisvesting verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de opdracht, de samenstelling en de werking van de provinciale raden van advies voor lichamelijke opvoeding, sport en openluchtleven alsmede van de voorwaarden tot erkenning van de plaatselijke en gewestelijke raden van advies voor lichamelijke opvoeding, sport en openluchtleven in de Waalse provincies en in het franstalig gebied van de provincie Brabant", heeft de 3e december 1973 het volgend advies gegeven :

Article 1er.

Il ne semble pas que l'expression "l'administration", au sens indiqué dans le projet, soit employée dans les articles qui suivent. Cette expression peut donc être omise.

Article 6.

Il ressort du texte, tel qu'il est rédigé, que seuls les mandats de président et de vice-président sont renouvelables. Telle n'est pas l'intention du Gouvernement : ce sont tous les mandats qui sont renouvelables.

Article 7.

Le projet ne tient pas compte de l'article 20, § 3, de la loi du 26 juin 1963 y inséré par l'article 7 de la loi du 4 juin 1971, que le projet tend à exécuter.

Les obligations imposées par cette disposition devraient être rappelées dans le projet, à propos des conseils consultatifs provinciaux, comme aussi à propos des conseils consultatifs régionaux et locaux (voir infra l'observation formulée à propos des articles 24 et 25 du projet).

.../...

Article 9.

Cette disposition devrait être mise en concordance avec la disposition de l'article 8, alinéa 2, du texte proposé par le Conseil d'Etat.

Article 14.

En parlant de commune et de groupement ou fédération de communes, le projet n'entend pas qu'il y ait des conseils consultatifs locaux à divers échelons. Dans l'esprit des auteurs du projet, si les communes sont trop petites, elles se grouperont pour former ensemble leur conseil consultatif local et ces groupements pourront se faire selon les besoins en matière sportive, sans qu'il doivent coïncider nécessairement avec les fédérations de communes, là où elles existent.

Articles 18 et 19.

L'article 19 devrait précéder l'article 18.

Articles 24 et 25.

L'article 24 proposé ci-après reprend la substance de l'article 25 du projet.

.../...

L'alinéa 2 du texte proposé pour l'article 25 rappelle, pour les conseils consultatifs régionaux et locaux, l'obligation imposée par l'article 20, § 3, précité de la loi (voir l'observation formulée à propos de l'article 7 du projet).

Article 30.

Le projet ne justifie pas la dérogation apportée à la règle générale d'entrée en vigueur des arrêtés royaux.

*
* *

Compte tenu des observations qui précèdent et de certaines modifications de forme qui n'appellent aucun commentaire, le texte suivant est proposé pour le projet :

"ARRETE ROYAL RELATIF AUX CONSEILS CONSULTATIFS PROVINCIAUX, REGIONAUX ET LOCAUX DE L'EDUCATION PHYSIQUE, DES SPORTS ET DE LA VIE EN PLEIN AIR, POUR LA COMMUNAUTE CULTURELLE FRANCAISE.

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 26 juin 1963 relative à l'encouragement de l'éducation physique, de la pratique des sports et de la vie en plein air, ainsi qu'au contrôle des entreprises qui organisent des concours de paris sur les résultats d'épreuves sportives, notamment l'article 20, § 2, modifié par la loi du 4 juin 1971;

...
...
...

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.

Au sens du présent arrêté, il faut entendre par "le Ministre", le Ministre qui a dans ses attributions l'éducation physique, les sports et la vie en plein air, pour la Communauté culturelle française.

CHAPITRE 1er. - ... (comme au projet).

Section 1ère.- ... (comme au projet).

.../...

Article 2.-

Les conseils consultatifs pronvinciaux donnent, soit d'initiative, soit à la demande du Ministre ou de la députation permanente intéressée, un avis sur tout projet de règlement et toute proposition budgétaire concernant leur province dans le domaine de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air.

Dans les cas où la demande émane du Ministre ou de la députation permanente, les avis sont donnés dans les deux mois de la date de communication des projets et propositions.

Article 3.-

Les conseils consultatifs provinciaux donnent un avis, soit d'initiative, soit à la demande du Ministre ou de la députation permanente intéressée.

Article 4.-

Les conseils consultatifs provinciaux, chacun en ce qui le concerne, donnent un avis préalable sur toute demande d'agréation introduite par les conseils consultatifs régionaux et par les conseils consultatifs locaux.

.../...

Article 5.-

... (comme au projet).

Section II. - ... (comme au projet).

Article 6.-

Les conseils consultatifs provinciaux sont composés d'un président, d'un vice-président et de trente membres nommés par le ministre.

Les mandats ont une durée de quatre ans et sont renouvelables. Le président et le vice-président n'ont pas voix délibérative.

Article 7.-

Les président, vice-président et membres ont leur résidence habituelle dans la province intéressée.

Les membres sont choisis pour leur compétence en matière d'éducation physique, de sports et de vie en plein air dans cette province.

En outre, pour la désignation de vingt membres, il est tenu compte de la répartition de la population, notamment de sa répartition en régions urbaines et en régions rurales.

.../...

Au moins huit membres sont choisis parmi les personnes affiliées à un club sportif ou à une section locale d'un mouvement de jeunesse, qui y pratiquent effectivement l'éducation physique, les sports et la vie en plein air et qui n'ont pas atteint l'âge de trente ans.

Article 8.-

Est nommé président : le député permanent du conseil provincial de la province intéressée, qui a dans ses attributions l'éducation physique, les sports et la vie en plein air.

Dans la province de Brabant, le président doit avoir été élu conseiller provincial dans un district électoral de la région de langue française ou avoir prêté serment en français s'il a été élu dans un district électoral de la région bilingue de Bruxelles-capitale.

Si ces conditions ne sont pas remplies par le député permanent visé à l'alinéa premier, un autre député permanent est nommé président.

.../...

Article 9.-

Est nommé vice-président, le fonctionnaire qui dirige dans la province les services du pouvoir central qui ont dans leurs attributions l'éducation physique, les sports et la vie en plein air.

Dans la province de Brabant, le vice-président doit appartenir au groupe linguistique français. Si cette condition n'est pas remplie par le fonctionnaire visé à l'alinéa 1er, un autre fonctionnaire des mêmes services est nommé vice-président.

Article 10.-

Le fonctionnaire qui dirige les services de la province ayant dans leurs attributions l'éducation physique, les sports et la vie en plein air, assiste aux séances du conseil consultatif provincial. Il n'y a pas voix délibérative.

Dans la province de Brabant, si ce fonctionnaire n'appartient pas au groupe linguistique français, un autre fonctionnaire des mêmes services, satisfaisant à cette condition, est désigné par le ministre pour assister aux séances du conseil consultatif pronvincial.

.../...

Section III. - Fonctionnement des conseils consultatifs provinciaux.

Article 11.-

Le conseil consultatif provincial établit son règlement d'ordre intérieur. Ce règlement est soumis à l'approbation du ministre, après avis de la section française du Conseil supérieur.

Un fonctionnaire placé sous les ordres du vice-président est désigné par celui-ci comme secrétaire du conseil consultatif provincial.

Dans la province de Brabant, ce fonctionnaire doit faire partie des services auxquels appartient le vice-président, et appartenir lui-même au groupe linguistique français.

Article 12.-

... (comme au projet).

Article 13.-

Les fonctions de rapporteur sont exercées par le vice-président. Toutefois, lorsque les questions examinées relèvent de l'initiative provinciale, ces fonctions sont assumées par le fonctionnaire visé à l'article 10.

.../...

CHAPITRE II. - Des conseils consultatifs régionaux et des conseils consultatifs locaux de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air.

Article 14.-

Des conseils consultatifs locaux constitués pour une ou plusieurs communes peuvent être agréés par le Ministre.

Ils doivent joindre à leur demande leur règlement d'ordre intérieur, la liste de leurs membres et l'avis du conseil consultatif provincial (1).

Article 15.-

Pour être agréés, les conseils consultatifs locaux doivent avoir été constitués par une ou plusieurs communes comptant au total trois mille habitants au moins.

Le Ministre peut réduire ce nombre dans des cas particuliers.

.../...

---

(1) Si, dans l'intention du Gouvernement, ces conseils peuvent être créés dans le cadre de communes relevant de plusieurs provinces, l'alinéa 2 devrait être rédigé en ces termes :

"Ils doivent joindre à leur demande leur règlement d'ordre intérieur, la liste de leurs membres et l'avis des conseils consultatifs provinciaux dont ces communes relèvent".

La même observation vaut pour l'article 17.

Article 16.-

... (comme au projet).

Article 17.-

Des conseils consultatifs régionaux peuvent être agréés par le Ministre, à la demande conjointe de cinq conseils consultatifs locaux au moins.

Ceux-ci doivent joindre à leur demande, le règlement d'ordre intérieur du conseil consultatif régional, la liste de ses membres et l'avis du conseil consultatif provincial.

Article 18 (article 19 du projet).

Les conseils consultatifs régionaux et les conseils consultatifs locaux ont pour mission d'assurer la promotion et la coordination de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air dans les communes intéressées.

Article 19 (article 18 du projet).

Ils donnent un avis soit d'initiative, soit à la demande du Ministre, de la députation permanente ou des conseils communaux intéressés, sur toute question relative à l'éducation physique, aux sports et à la vie en plein air, présentant selon le cas, un intérêt régional ou local et, notamment, sur tout projet de texte réglementaire ou toute proposition budgétaire.

.../...

Article 20.-

Les conseils consultatifs locaux sont composés de membres de droit, de membres désignés par les cercles sportifs et de membres désignés par les conseils communaux.

Article 21.-

Sont membres de droit des conseils consultatifs locaux ceux des bourgmestres et échevins des communes intéressées qui ont dans leurs attributions l'éducation physique, les sports et la vie en plein air.

Article 22.-

Les cercles sportifs locaux affiliés à une fédération nationale ou à une fédération régionale reconnue ont chacun un délégué au conseil consultatif local.

Chacun des cercles sportifs désigne son délégué parmi ses membres.

Article 23.-

Les conseils communaux intéressés désignent en leur sein un nombre de délégués ne dépassant pas la moitié des délégués des cercles sportifs.

Ces délégués doivent appartenir aux différentes tendances représentées au conseil communal, proportionnellement au nombre des élus.

.../...

Dans les communes de la région bilingue de Bruxelles-capitale, ces délégués doivent avoir prêté serment en français.

Article 24.-

Les conseils communaux intéressés désignent, en outre, parmi les membres des organisations locales les plus représentatives établies dans leurs communes, et sur proposition de ces organisations, dans le respect des différentes tendances idéologiques et philosophiques, un nombre de délégués ne dépassant pas la moitié des délégués des cercles sportifs.

Par organisations locales, il faut entendre, notamment, les associations à caractère familial ou social, les groupements culturels, les mouvements de jeunesse ainsi que les établissements d'enseignement.

Article 25.-

Lorsque les délégués sportifs sont en nombre impair, il est fait abstraction d'une unité pour déterminer la moitié de ce nombre comme il est prescrit aux articles 23 et 24.

Au moins un quart des membres des conseils consultatifs régionaux et des conseils consultatifs locaux sont choisis parmi les personnes affiliées à un club sportif ou à une section locale d'un mouvement de jeunesse, qui y pratiquent effectivement l'éducation physique, les sports et la vie en plein air et n'ont pas atteint l'âge de trente ans.

.../...

Article 26.-

Quand un conseil consultatif local compte plus de quinze membres, il peut créer en son sein un conseil d'administration dont il élit les membres.

Article 27.-

Les conseils consultatifs régionaux sont composés de délégués désignés en leur sein par les conseils consultatifs locaux.

Article 28.-

Chaque conseil consultatif local est représenté au conseil consultatif régional par un nombre de délégués proportionnel au nombre de ses membres, avec un minimum de trois membres par conseil consultatif local.

Aucune délégation des conseils consultatifs locaux ne peut comprendre plus d'un tiers de mandataires communaux.

Article 29.-

Quand un conseil consultatif régional compte plus de quinze conseils consultatifs locaux, il peut créer en son sein un conseil d'administration dont il élit les membres.

Article 30.-

(Voir avis).

Article 31.-

...(comme au projet).

Artikel 1.

De term "het bestuur" blijkt in de overige artikelen niet voor te komen in de betekenis die het ontwerp eraan geeft. Hij moet dus worden geschrapt.

Artikel 6.

De tekst, zoals hij is geredigeerd, zegt dat alleen de mandaten van voorzitter en ondervoorzitter kunnen worden vernieuwd. Zo bedoelt de Regering het echter niet : ook de leden zijn herbenoembaar.

Artikel 7.

Het ontwerp houdt geen rekening met artikel 20, § 3, van de wet van 26 juni 1963, aldaar ingevoegd bij artikel 7 van de wet van 4 juni 1971, waaraan het ontwerp uitvoering bedoelt te geven.

De door die bepaling opgelegde verplichtingen zouden in het ontwerp moeten worden herhaald voor de provinciale raden van advies, evenals voor de gewestelijke en plaatselijke raden van advies (zie hierna de opmerking bij de artikelen 24 en 25 van het ontwerp).

Artikel 9.

Deze bepaling zou in overeenstemming moeten worden gebracht met de bepaling van artikel 8, tweede lid, van de door de Raad van State voorgestelde tekst.

.../...

Artikel 14.

Waar het ontwerp spreekt van gemeente en groepering of federatie van gemeenten, bedoelt het niet dat er plaatselijke raden van advies zijn op verschillend niveau. Volgens de stellers van het ontwerp zullen te kleine gemeenten zich aaneensluiten om samen hun plaatselijke raad van advies op te richten; die groeperingen zullen kunnen worden gevormd volgens de sportbehoeften, en niet noodzakelijk moeten samenvallen met de federaties van gemeenten, waar die bestaan.

Artikelen 18 en 19.

Artikel 19 zou vóór artikel 18 moeten komen.

Artikelen 24 en 25.

In het hierna voorgestelde artikel 24 is de kern van artikel 25 van het ontwerp overgenomen.

Het tweede lid van de voor artikel 25 voorgestelde tekst herhaalt, voor de gewestelijke en plaatselijke raden van advies, de verplichting die is opgelegd in het eerdervermelde artikel 20, § 3, van de wet (zie de opmerking bij artikel 7 van het ontwerp).

.../...

Artikel 30.

Het ontwerp wettigt geen afwijking van de algemene regel inzake de inwerkingtreding van de koninklijke besluiten.

*
* *

Met inachtneming van hetgeen hiervoren is opgemerkt en van een aantal vormwijzigingen die geen commentaar behoeven, wordt voorgesteld de tekst van het ontwerp als volgt te redigeren :

"KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE DE PROVINCIALE, GEWESTELIJKE EN PLAATSELIJKE RADEN VAN ADVIES VOOR LICHAMELIJKE OPVOEDING, SPORT EN OPENLUCHTLEVEN, VOOR DE FRANSE CULTUURGEMEENSCHAP.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, ONZE GROET.

Gelet op de wet van 26 juni 1963 betreffende de aanmoediging van de lichamelijke opvoeding, de sport en het openluchtleven en het toezicht op de ondernemingen die wedstrijden van weddenschappen op sportuitslagen inrichten, inzonderheid op artikel 20, § 2, gewijzigd bij de wet van 4 juni 1971;

...
...
...

.../...

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

In dit besluit wordt onder "de Minister" verstaan de Minister tot wiens bevoegdheid lichamelijke opvoeding, sport en openluchtleven voor de Franse cultuurgemeenschap behoren.

HOOFDSTUK I. - Provinciale raden van advies voor lichamelijke opvoeding, sport en openluchtleven.

Afdeling I. - Taak van de provinciale raden van advies.

Artikel 2.-

De provinciale raden van advies brengen hetzij op eigen initiatief hetzij op verzoek van de Minister of van de betrokken bestendige deputatie, advies uit over alle ontwerpen van reglement en over alle begrotingsvoorstellen betreffende lichamelijke opvoeding, sport en openluchtleven in hun provincie.

Wanneer het verzoek uitgaat van de Minister of van de bestendige deputatie, worden de adviezen uitgebracht binnen twee maanden na de dag waarop de ontwerpen en voorstellen zijn medegedeeld.

.../...

Artikel 3.-

De provinciale raden van advies geven hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek van de Minister of van de betrokken bestendige deputatie, advies over alle aangelegenheden die betrekking hebben op lichamelijke opvoeding, sport of openluchtleven in hun provincie.

Artikel 4.-

De provinciale raden van advies brengen, ieder wat hem betreft, vooraf advies uit over elke aanvraag om erkenning, ingediend door een gewestelijke of een plaatselijke raad van advies.

Artikel 5.-

De provinciale raden van advies sturen ieder jaar aan de Minister een verslag over de toestand op het gebied van lichamelijke opvoeding, sport en openluchtleven in hun provincie.

Afdeling II. - Samenstelling van de provinciale raden van advies.

Artikel 6.-

De provinciale raden van advies zijn samengesteld uit een voorzitter, een ondervoorzitter en dertig leden, benoemd door de Minister.

De mandaten duren vier jaar en kunnen worden vernieuwd. De voorzitter en de ondervoorzitter zijn niet stemgerechtigd.

.../...

Artikel 7.-

De voorzitter, de ondervoorzitter en de leden hebben hun gewone verblijfplaats in de betrokken provincie.

De leden worden gekozen wegens hun bevoegdheid inzake lichamelijke opvoeding, sport en openluchtleven in die provincie.

Voor de aanwijzing van twintig leden wordt bovendien rekening gehouden met de spreiding van de bevolking, inzonderheid met de spreiding over stads- en plattelandsgebieden.

Ten minste acht leden worden gekozen uit de personen die zijn aangesloten bij een sportclub of bij een plaatselijke afdeling van een jeugdbeweging, die er de lichamelijke opvoeding, de sport en het openluchtleven daadwerkelijk beoefenen en die de leeftijd van dertig jaar niet hebben bereikt.

Artikel 8.-

Tot voorzitter wordt benoemd het lid van de bestendige deputatie van de provincieraad van de betrokken provincie, tot wiens bevoegdheid lichamelijke opvoeding, sport en openluchtleven behoren.

In de provincie Brabant moet de voorzitter tot provincieraadslid zijn verkozen in een kiesdistrict van het Franse taalgebied of moet hij, indien hij verkozen is in een kiesdistrict van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, de eed in het Frans hebben afgelegd.

.../...

Voldoet het in de eerste alinea bedoelde lid van de bestendige deputatie niet aan deze voorwaarden, dan wordt een ander lid van die deputatie tot voorzitter benoemd.

Artikel 9.-

Tot ondervoorzitter wordt benoemd de ambtenaar die in de provincie de leiding heeft van de diensten van het centraal gezag tot welker bevoegdheid lichamelijke opvoeding, sport en openluchtleven behoren.

In de provincie Brabant moet de ondervoorzitter tot de Franse taalgroep behoren. Voldoet de in het eerste lid bedoelde ambtenaar niet aan deze voorwaarde, dan wordt een andere ambtenaar van dezelfde diensten tot ondervoorzitter benoemd.

Artikel 10.-

De ambtenaar die de leiding heeft van de diensten van de provincie tot welker bevoegdheid lichamelijke opvoeding, sport en openluchtleven behoren, woont de vergaderingen van de provinciale raad van advies bij. Hij is er niet stemgerechtigd.

Behoort die ambtenaar, in de provincie Brabant, niet tot de Franse taalgroep, dan wordt een andere ambtenaar van dezelfde diensten, die wel aan die voorwaarde voldoet, door de Minister aangewezen om de vergaderingen van de provinciale raad van advies bij te wonen.

.../...

Afdeling III. - Werkwijze van de provinciale raden van advies.

Artikel 11.-

De provinciale raad van advies stelt zijn huishoudelijk reglement op. Dit reglement wordt ter goedkeuring aan de Minister voorgelegd na advies van de Franstalige afdeling van de Hoge Raad.

Een ambtenaar die onder het gezag van de ondervoorzitter staat, wordt door deze aangewezen als secretaris van de provinciale raad van advies.

In de provincie Brabant moet die ambtenaar deel uitmaken van de diensten waartoe de ondervoorzitter behoort, en zelf tot de Franse taalgroep behoren.

Artikel 12.-

De secretaris van de raad is belast met het administratieve werk, inzonderheid met de verzending van de oproepingsbrieven voor vergaderingen, het opstellen van de notulen, van het ontwerp-jaarverslag en van de teksten betreffende adviezen en voorstellen.

Artikel 13.-

De taak van verslaggever wordt uitgeoefend door de ondervoorzitter. Voor aangelegenheden die op initiatief van de provincie worden onderzocht, wordt die taak echter waargenomen door de ambtenaar bedoeld in artikel 10.

.../...

HOOFDSTUK II. - Gewestelijke raden van advies en plaatselijke raden van advies voor lichamelijke opvoeding, sport en openluchtleven.

Artikel 14.-

Plaatselijke raden van advies die zijn opgericht voor een of meer gemeenten, kunnen door de Minister worden erkend.

Zij moeten hun huishoudelijk reglement, de lijst van hun leden en het advies van de provinciale raad van advies bij hun aanvraag voegen (1).

Artikel 15.-

Om erkend te worden, moeten de plaatselijke raden van advies zijn opgericht door een of meer gemeenten met in totaal ten minste drieduizend inwoners.

In bijzondere gevallen kan de Minister dat getal verlagen.

.../...

---

(1) Bedoelt de Regering het zo, dat die raden kunnen worden opgericht voor gemeenten die tot verschillende provincies behoren, dan dient het tweede lid als volgt te worden geredigeerd :

"Zij moeten hun huishoudelijk reglement, de lijst van hun leden en het advies van de provinciale raden van advies waaronder die gemeenten ressorteren, bij hun aanvraag voegen".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 17.

Artikel 16.-

In gemeenten met meer dan vijftigduizend inwoners mogen de plaatselijke raden van advies afdelingen oprichten.

Artikel 17.-

Gewestelijke raden van advies kunnen door de Minister worden erkend op gezamenlijke aanvraag van ten minste vijf plaatselijke raden van advies.

Deze moeten het huishoudelijk reglement van de gewestelijke raad van advies, de lijst van zijn leden en het advies van de provinciale raad van advies bij hun aanvraag voegen.

Artikel 18 (artikel 19 van het ontwerp).

De gewestelijke en de plaatselijke raden van advies hebben tot taak de lichamelijke opvoeding, de sport en het openluchtleven in de betrokken gemeenten te bevorderen en te coördineren.

Artikel 19 (artikel 18 van het ontwerp).

Zij geven hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek van de Minister, van de bestendige deputatie of van de betrokken gemeenteraden, advies over alle aangelegenheden betreffende lichamelijke opvoeding, sport en openluchtleven die, naar gelang van het geval, van gewestelijke of van plaatselijk belang zijn, en inzonderheid over alle ontwerpen van reglement en begrotingsvoorstellen.

Artikel 20.-

De plaatselijke raden van advies zijn samengesteld uit leden van rechtswege, leden aangewezen door de sportverenigingen en leden aangewezen door de gemeenteraden.

.../...

Artikel 21.-

Van rechtswege zijn lid van de plaatselijke raden van advies, diegenen onder de burgemeesters en schepenen van de betrokken gemeenten, tot wier bevoegdheid lichamelijke opvoeding, sport en openluchtleven behoren.

Artikel 22.-

De plaatselijke sportverenigingen die aangesloten zijn bij een erkend nationaal of gewestelijk verbond, hebben elk een afgevaardigde in de plaatselijke raad van advies.

Elke sportvereniging wijst haar afgevaardigde uit haar leden aan.

Artikel 23.-

De betrokken gemeenteraden wijzen uit hun leden een aantal afgevaardigden aan dat niet hoger is dan de helft van het aantal afgevaardigden van de sportverenigingen.

Die afgevaardigden moeten, naar verhouding van het aantal verkozenen, behoren tot de verschillende strekkingen die in de gemeenteraad vertegenwoordigd zijn.

In gemeenten van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad moeten die afgevaardigden de eed in het Frans hebben afgelegd.

Artikel 24.-

De betrokken gemeenteraden wijzen bovendien, uit de leden van de in hun gemeente gevestigde representatieve plaatselijke organisaties, en op voorstel van die organisaties, met inachtneming van de verschillende ideologische en filosofische strekkingen, een aantal afgevaardigden aan dat niet hoger is dan de helft van het aantal afgevaardigden van de sportverenigingen.

.../...

Onder plaatselijke organisaties moeten met name worden verstaan gezins- of sociale organisaties, culturele verenigingen, jeugdbewegingen en onderwijsinrichtingen.

Artikel 25.-

Wanneer het aantal sportafgevaardigden oneven is, wordt één van hen niet meegerekend voor het bepalen van de helft van dat aantal zoals voorgeschreven is in de artikelen 23 en 24.

Ten minste een vierde van de leden van de gewestelijke en van de plaatselijke raden van advies wordt gekozen uit de personen die zijn aangesloten bij een sportclub of bij een plaatselijke afdeling van een jeugdbeweging, die er de lichamelijke opvoeding, de sport en het openluchtleven daadwerkelijk beoefenen en de leeftijd van dertig jaar niet hebben bereikt.

Artikel 26.-

Ingeval een plaatselijke raad van advies meer dan vijftien leden telt mag hij uit zijn midden een raad van beheer oprichten, waarvan hij de leden verkiest.

Artikel 27.-

De gewestelijke raden van advies zijn samengesteld uit afgevaardigden, door de plaatselijke raden van advies uit hun leden aangewezen.

Artikel 28.-

Elke plaatselijke raad van advies is in de gewestelijke raad van advies vertegenwoordigd door een aantal afgevaardigden dat in verhouding staat tot zijn leden, met ten minste drie leden per plaatselijke raad van advies.

.../...

Geen enkele afvaardiging van een plaatselijke raad van advies mag meer dan een derde gemeentemandatarissen tellen.

Artikel 29.-

Ingeval een gewestelijke raad van advies bestaat uit meer dan vijftien plaatselijke raden van advies, mag hij uit zijn midden een raad van beheer oprichten, waarvan hij de leden verkiest.

Artikel 30.-

(zie advies).

Artikel 31.-

... (zoals in het ontwerp) ...".

La chambre était composée de

Messieurs : G. VAN BUNNEN, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

P. TAPIE, conseillers d'Etat,
H. ROUSSEAU, staatsraden,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,
F. RIGAUX, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. P. CHARLIER, auditeur adjoint.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. P. CHARLIER, adjunct-auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. TRUYENS.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

G. VAN BUNNEN.